



SOMMAIRE

LES AVANCÉES DU PROJET 1-10

AGENDA 11

COUP DE COUR RSE 12

LES AVANCÉES DU PROJET

LIVRE BLANC 2026

En ce début d'année 2026, le projet continue de proposer diverses activités aux bénéficiaires-cible (secteur privé, secteur public, société civile).

Les premières à se mettre en place concernant le futur **Livre Blanc 2026**, en cours de rédaction.

Dans ce cadre, plusieurs grands thèmes vont être abordés : La Côte d'Ivoire en chiffres // Gouvernance Fiscale // Finance // Industrie // Agriculture // Énergie Infrastructure // Mobilité // Formation, compétences et employabilité // Responsabilité Sociétale des Entreprises Cadre de vie.

Une première version de fiches est envoyée à des représentants du secteur privé (Directeurs, Responsables) qui ont la possibilité d'y faire des amendements. Les thématiques abordées sont ensuite discutées lors de réunions de 1h à 1h30 afin de faire émerger des solutions aux problématiques rencontrées par les professionnels des différents secteurs identifiés.

A terme, les fiches thématiques offriront une lecture claire et stratégique des grandes transformations en cours en Côte d'Ivoire, en cohérence avec le Plan National de Développement 2021-2025, notamment en :

- synthétisant les enjeux clés, les projets structurants et les acteurs majeurs de chaque secteur.
- permettant d'identifier les opportunités d'investissement et les leviers de compétitivité.
- proposant une vision transversale et ajustée aux priorités nationales.

Ce travail permettra d'accéder à une information structurée, de disposer d'un outil de plaidoyer éclairé et d'identifier des pistes concrètes de contribution aux réflexions et aux actions à venir sur le développement durable.

Vous trouverez aux pages suivantes un aperçu des sujets discutés grâce aux fiches issues du projet de Livre Blanc 2026.



Réunion #1 Fiche RSE

Le 29 janvier s'est déroulée la première réunion de réflexion dans le cadre de la rédaction du Livre Blanc 2026, elle portait sur la Responsabilité Sociétale des Entreprises.

En Côte d'Ivoire, la RSE devient un facteur :

- De transformation durable du modèle économique
- D'alignement aux standards internationaux
- D'attractivité pour les investisseurs responsables
- De cohésion sociale et de création de valeurs partagées

En Côte d'Ivoire, la RSE s'est progressivement imposée comme un levier stratégique de transformation économique, évoluant d'une logique essentiellement philanthropique vers une approche intégrée à la gouvernance et à la compétitivité des entreprises. Cette dynamique s'inscrit dans les orientations nationales portées par le Plan National de Développement 2021-2025 et soutenues institutionnellement par la Direction de l'Économie Verte et de la RSO du Ministère de l'Environnement.

Le cadre réglementaire, structuré autour de la loi d'orientation sur le développement durable et de plusieurs codes sectoriels (environnement, travail, investissements), pose des bases importantes mais reste en phase de consolidation opérationnelle. Des acteurs comme la Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire, notamment à travers sa Commission GERSE, et le Pacte Mondial des Nations Unies contribuent activement à diffuser les standards internationaux et à faire évoluer la RSE vers une logique plus stratégique et structurée.

La montée en maturité des pratiques RSE se reflète dans l'engagement d'entreprises locomotives telles que CIPREL dans l'énergie, qui combine gouvernance responsable, accès à l'électricité pour les ménages modestes et formation technique locale, ou SIFCA dans l'agro-industrie, dont le reporting RSE structure les actions en matière de sécurité, d'inclusion et de dialogue communautaire.

Au niveau territorial, la RSE prend une dimension collective à travers des initiatives comme l'Abidjan Legacy Program, qui promeut une urbanisation inclusive et résiliente, ou les actions du Global Green Growth Institute en faveur de la croissance verte et de l'économie circulaire. L'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Côte d'Ivoire, notamment via le programme Orange Corners, soutient quant à elle l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes tout en promouvant les principes de conduite responsable des affaires alignés sur les standards OCDE et ONU.

Si les efforts de coordination et de structuration se poursuivent, la RSE peut devenir un véritable moteur de transformation économique durable pour le pays.



Réunion #2 Fiche Mobilité

Le 03 février s'est déroulée la deuxième réunion de réflexion dans le cadre de la rédaction du Livre Blanc 2026, consacrée à la mobilité.

En Côte d'Ivoire, la mobilité pourrait devenir vectrice :

- D'accélération de la productivité et de la compétitivité urbaine
- D'équilibre territorial et d'intégration métropolitaine
- De réduction des inégalités d'accès aux opportunités
- De résilience environnementale et de transition énergétique

La mobilité en Côte d'Ivoire s'inscrit aujourd'hui comme un enjeu stratégique au croisement du développement économique, de la cohésion sociale et de la transition environnementale. Portée par les orientations du Plan National de Développement 2021-2025, elle dépasse la seule question du transport pour devenir un levier structurant de compétitivité nationale, d'attractivité territoriale et d'inclusion des populations, notamment dans le Grand Abidjan où la pression démographique accentue les besoins en infrastructures modernes et accessibles.

Cette ambition se traduit par des projets structurants tels que le Métro d'Abidjan, destiné à fluidifier les déplacements et améliorer la productivité urbaine, le Pont Alassane Ouattara, qui renforce la connectivité intercommunale, ou encore la modernisation du réseau de la SOTRA. Ces initiatives témoignent d'une volonté de structurer un système de transport plus intégré, combinant infrastructures lourdes, transport collectif renforcé et innovations numériques.

Cependant, la mobilité ivoirienne reste confrontée à des défis structurels importants : congestion chronique, poids du transport informel, insuffisance d'intermodalité et pression environnementale croissante. La gouvernance du secteur demeure fragmentée et nécessite une meilleure coordination institutionnelle afin d'assurer une planification cohérente, durable et socialement inclusive, notamment pour les populations à faibles revenus dépendantes des transports collectifs.



Réunion #3 Fiche Industrie

Le 12 février s'est déroulée la troisième réunion de réflexion dans le cadre de la rédaction du Livre Blanc 2026, consacrée à l'industrie.

En Côte d'Ivoire, l'industrie se consolide comme un instrument :

- De montée en valeur des ressources nationales
- D'intégration régionale et de rayonnement sous-régional
- D'innovation et de modernisation technologique
- De résilience économique face aux chocs externes

Au cours de la dernière décennie, la Côte d'Ivoire s'est affirmée comme l'un des pôles économiques les plus dynamiques d'Afrique de l'Ouest, avec une industrie représentant près de 23 % du PIB et jouant un rôle central dans la transformation structurelle du pays. Portée par le Plan National de Développement 2021-2025, la stratégie nationale vise à accélérer l'industrialisation, renforcer la transformation locale des matières premières et positionner le pays comme une puissance industrielle émergente à l'horizon 2030. L'agro-industrie demeure le socle du tissu manufacturier, notamment autour du cacao et de l'anacarde, dont la transformation locale doit atteindre 50 %. Les programmes PNIA et les Agro-Pôles structurent cette montée en gamme, tandis que les enjeux de durabilité (traçabilité, lutte contre la déforestation) deviennent centraux. Parallèlement, l'industrie extractive connaît un essor majeur avec le développement du Champ pétrolier Baleine, renforçant les ambitions énergétiques du pays, et une expansion soutenue du secteur minier.

La modernisation industrielle constitue cependant un défi important : faible capitalisation des PME, déficit de certifications, équipements parfois obsolètes. Des dispositifs comme le PNRMN, piloté par l'Agence pour le Développement et la Compétitivité des Industries, ainsi que l'appui de l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel, accompagnent la transition vers l'Industrie 4.0, la digitalisation et la montée en compétences.

Enfin, l'industrialisation ivoirienne s'oriente vers un modèle plus durable, intégrant les principes ESG, la transition énergétique et l'économie circulaire. Des projets structurants comme la Plateforme Économique Industrielle d'Abidjan développée avec ARISE IIP illustrent cette ambition d'allier compétitivité internationale, création d'emplois et respect de l'environnement. L'industrie ivoirienne apparaît ainsi comme un levier majeur de souveraineté économique, d'innovation et de développement durable.



Réunion #4 Fiche Agriculture

Le 19 février s'est déroulée la quatrième réunion de réflexion dans le cadre de la rédaction du Livre Blanc 2026, consacrée à l'agriculture.

En Côte d'Ivoire, l'agriculture est un enjeu :

- De souveraineté alimentaire et de stabilité sociale
- De création de valeur locale et d'industrialisation rurale
- D'intégration régionale au sein de la CEDEAO
- De la transition écologique et climatique

L'agriculture constitue l'un des piliers structurants de l'économie ivoirienne, représentant environ 20 à 25 % du PIB, près de la moitié des emplois et près de 60 % des recettes d'exportation, dominées par le cacao. Encadré par le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, le secteur s'inscrit dans des stratégies ambitieuses comme le Programme National d'Investissement Agricole II et le Plan National de Développement 2021-2025, qui visent à accélérer la transformation locale, renforcer la souveraineté alimentaire et industrialiser les filières agricoles à l'horizon 2030.

Les filières exportatrices majeures – cacao, anacarde, hévéa, palmier à huile et coton – cherchent à capter davantage de valeur ajoutée grâce à la transformation locale, à la traçabilité renforcée (norme ARS-1000, certifications comme Rainforest Alliance) et à la modernisation des chaînes de valeur.

Parallèlement, la Côte d'Ivoire poursuit un double objectif de sécurité alimentaire et de diversification productive. Face à la forte dépendance aux importations de riz, les autorités soutiennent l'essor des cultures vivrières (manioc, maïs, igname, banane plantain) ainsi que l'émergence de nouvelles filières à fort potentiel comme la mangue, l'aviculture ou la pisciculture. L'industrialisation agricole s'accélère à travers les agro-pôles régionaux et le renforcement logistique, notamment grâce au Port autonome d'Abidjan et au corridor de l'Autoroute Abidjan-Lagos, qui consolident la position du pays comme hub agricole régional au sein de la CEDEAO.

Enfin, la transition écologique et l'innovation deviennent des axes centraux de compétitivité. Les programmes REDD+, les projets financés par le Fonds vert pour le climat, ainsi que les initiatives agroforestières portées par des partenaires techniques contribuent à lutter contre la déforestation et à générer des crédits carbone. En parallèle, la digitalisation progresse avec la Bourse des Matières Premières Agricoles, les outils de traçabilité numérique et les programmes de formation professionnelle, renforçant la professionnalisation des producteurs et l'attractivité du secteur pour les investisseurs nationaux et internationaux.



Réunion #5 Cadre de vie

Le 26 février s'est déroulée la cinquième réunion de réflexion dans le cadre de la rédaction du Livre Blanc 2026, consacrée au cadre de vie.

En Côte d'Ivoire, le cadre de vie pourrait se révéler comme :

- Un déterminant de cohésion sociale et de stabilité urbaine
- Un levier d'attractivité économique et territoriale
- Un pilier de résilience climatique
- Un indicateur central de qualité de gouvernance publique

La Côte d'Ivoire connaît une urbanisation rapide, portée par l'exode rural et une croissance démographique soutenue, avec Abidjan concentrant près de 40 % de la population urbaine. Cette dynamique crée des enjeux majeurs de gouvernance, de logement et d'infrastructures. Les principaux acteurs sont le Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme (MCLU), le Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité (MINHAS), les collectivités territoriales, ainsi que des agences spécialisées comme l'AGEF et l'ANAGED. Pour répondre à l'urbanisation rapide, le Projet d'Assainissement et de Résilience Urbaine (PARU), soutenu par la Banque mondiale, cible les quartiers vulnérables d'Abidjan et Grand-Bassam, tandis que « Abidjan Ville Durable » et le programme international « Villes vertes » avec la FAO cherchent à réduire la pollution et à renforcer la résilience urbaine.

L'accès au logement reste un enjeu critique, avec un déficit estimé à 600 000 logements à Abidjan et la pression sur le foncier qui entraîne des expulsions et une insécurité pour les populations modestes. Des programmes comme le Programme Présidentiel de Construction de Logements Sociaux et Économiques (PPCLSE) et le Programme d'Urgence de 25 000 Logements Sociaux ont permis de livrer 40 000 logements, tandis que le Système intégré de gestion du foncier urbain (SIGFU) et l'Attestation de droit d'usage coutumier (ADU) visent à sécuriser les parcelles. Des initiatives régionales, comme « Bouaké Ville Durable », combinent emploi des jeunes, économie verte et gouvernance participative pour répondre aux défis sociaux et environnementaux.

L'amélioration des services urbains et de la qualité de vie reste au centre des enjeux. 93,5 % des ménages urbains ont désormais accès à l'eau potable améliorée grâce au PREMU, mais l'assainissement et la gestion des déchets demeurent insuffisants, surtout en périphérie. La sécurité urbaine, l'accès aux équipements sociaux et la résilience face au changement climatique constituent des défis constants, avec des projets en cours pour renforcer la végétalisation, l'efficacité énergétique et la planification territoriale intégrée. La Côte d'Ivoire progresse vers des villes inclusives et durables, mais la réussite dépendra de la coordination entre acteurs, de l'innovation institutionnelle et de l'équilibre entre modernisation et justice sociale.



Réunion #6



Formation, compétences employabilité

Le 26 février s'est déroulée la sixième réunion de réflexion dans le cadre de la rédaction du Livre Blanc 2026, consacrée à la formation et à l'employabilité.

En Côte d'Ivoire, la formation pourrait permettre :

- La transformation de la démographie en dividende économique
- Une plus grande formalisation du marché du travail
- L'accélération de la compétitivité pour les entreprises
- Plus d'inclusion sociale et d'égalité des chances

La Côte d'Ivoire dispose d'une population très jeune, avec plus de la moitié des actifs âgés de 15 à 35 ans. Cette jeunesse représente un potentiel économique majeur, mais sa forte arrivée sur le marché du travail accentue les défis liés à l'informalité, qui concerne 92 % des emplois, et à l'inadéquation des compétences avec les besoins réels des entreprises.

Le système de formation combine enseignement général, technique et professionnel, avec une concentration des infrastructures dans les grandes villes et des écarts persistants en zones rurales. Les dispositifs d'apprentissage et de formation professionnelle ont permis de former plus de 13 000 jeunes en 2024, avec un taux d'insertion supérieur à 65 %. Les programmes phares incluent l'Académie des Talents, le projet C2D – Emploi et les dispositifs de l'Agence Emploi Jeunes (AEJ).

La transition écologique et la transformation numérique ouvrent de nouvelles perspectives d'emploi : les métiers verts et numériques exigent des compétences spécialisées encore peu intégrées dans les formations. Des initiatives comme PACTE (Team Europe), ProFERE (GIZ) ou GENIE (Banque mondiale/ AFD) visent à former plusieurs dizaines de milliers de jeunes aux emplois durables et aux solutions digitales innovantes.

L'inclusion des femmes, des jeunes peu qualifiés, des travailleurs informels et des populations vulnérables constitue un enjeu central. Des programmes comme Women in Tech Côte d'Ivoire et des parcours d'alphabétisation professionnelle contribuent à réduire les inégalités et à favoriser l'accès à l'emploi formel. En résumé, la modernisation de la formation, l'adaptation des compétences aux besoins du marché et le renforcement de l'insertion professionnelle sont des leviers stratégiques pour transformer le potentiel démographique ivoirien en croissance inclusive et durable.

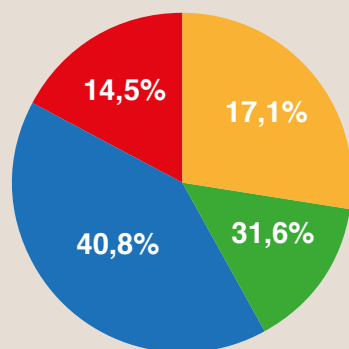
ATELIER DE SENSIBILISATION



Le 05 février, à l'Hôtel Tiama, a eu lieu le premier atelier de sensibilisation de l'année 2026. Animé par Jean Syrille KOSSI, Senior Manager Sustainability & ESG et Regional Lead of ESG chez KPMG, il portait sur le thème de « La RSE comme condition d'accès aux marchés européens ».

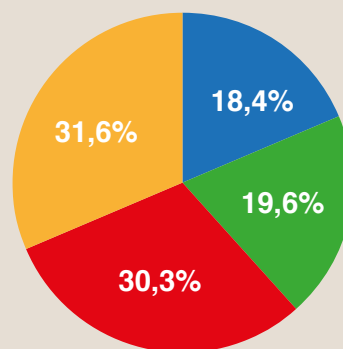
Sur le profil des inscrits, **la majorité (40,8%)** souhaite s'implanter sur les marchés européens, quand une **minorité d'entreprises considérées (14,5%)** est d'ores et déjà présente sur ce territoire. La connaissance des récentes normes de durabilité européennes répond à un partage relativement équitable avec une très légère dominance des personnes ne les connaissant pas suffisamment, voire pas du tout. Cette formation constitue donc un intérêt pour la montée en compétences des acteurs locaux désireux de se conformer aux exigences de durabilité de nouveaux marchés.

Question 1 : Votre entreprise souhaite-t-elle s'implanter sur les marchés européens ?

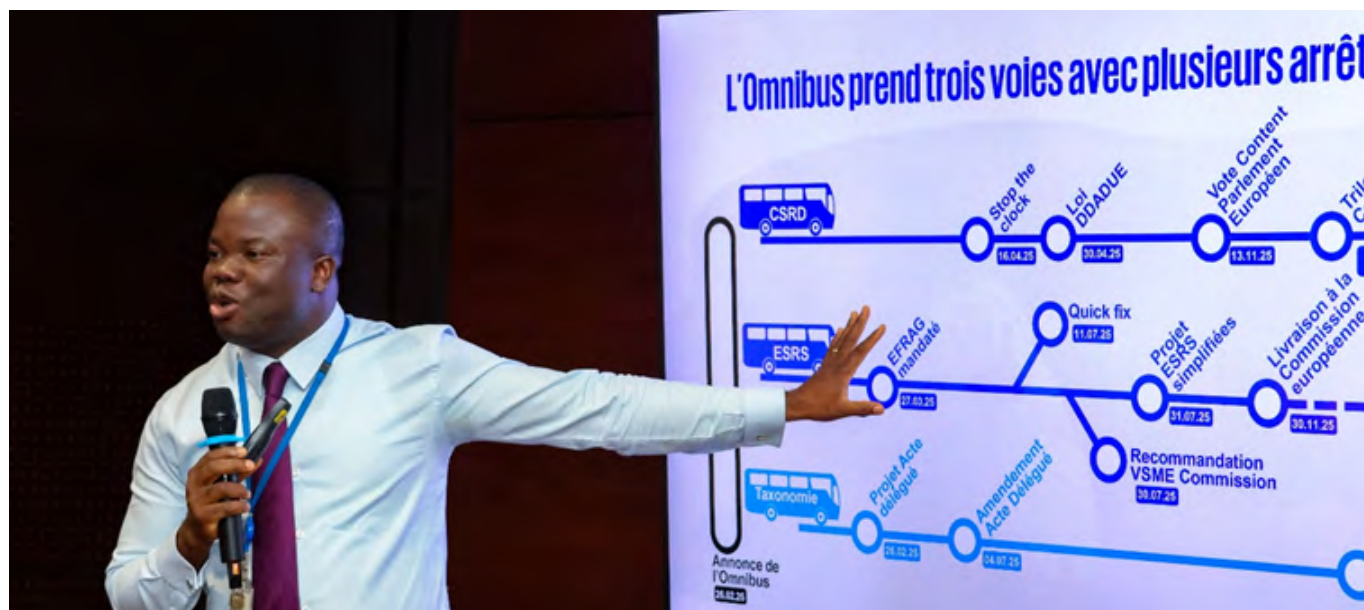


● Oui
● Non
● Ne sait pas
● C'est déjà le cas

Question 2 : Avez-vous connaissance des récentes normes de durabilités européennes ?



● Oui, tout à fait
● Oui, plutôt
● Non, plutôt pas
● Non, pas du tout



Les 30 participants à la session ont eu un panorama complet de la RSE telle qu'elle est normée dans l'Union européenne, avec son évolution de 1997 (avec la création des normes de reporting du GRI) à 2025 (avec la sortie du référentiel de reporting VSME pour les PME), en passant par le Green Deal de 2019, permettant de contextualiser le renforcement des obligations liées à la durabilité.

Un temps a également été consacré à l'analyse et l'explication de la proposition « **Omnibus** » de la **Commission européenne**, visant à simplifier les cadres suivants :

- **CSRD** : Corporate Sustainability Reporting Directive ;
- **CS3D** : Corporate Sustainability Due Diligence Directive ;
- **Taxonomie Verte**.

Avant de rentrer plus dans le détail de ces directives et règlements européens, notamment avec notamment des focus sur des éléments clés tels que les ESRS (European Sustainability Reporting Standards), la double matérialité ou les chaînes de valeurs responsables.

La présentation a fait émerger des remarques et questions pertinentes auxquelles l'animateur a pu répondre avec simplicité et pragmatisme. Nous le remercions pour la qualité de son intervention et sa disponibilité.





NETWORKING D'INAUGURATION DU CENTRE DE TRI ET DE COMPACTAGE (CTC)

Le 25/02, à l'Agora d'Abobo, nous avons eu l'opportunité de nous réunir autour de l'axe 3 du projet, concernant la structuration d'une filière de tri de déchets plastiques.

Les présentations introductives de Moi Jeu Tri, par Rosanne TANOË, Directrice Côte d'Ivoire ; puis par Brou AHOÛA, Directeur de l'Association Ivoirienne de Valorisation des déchets Plastiques (AIVdP) ont mis en avant les périmètres de leurs organisations allant ensuite vers plus de détails sur leurs réalisations et ambitions.



Missions de Moi Jeu Tri

- **Éduquer les jeunes générations** aux enjeux de la gestion des déchets et de la protection de l'environnement
- **Accompagner les collectivités** dans leur transformation écologique via la construction d'écosystèmes territoriaux
- **Favoriser l'inclusion et l'insertion professionnelle** dans l'économie sociale et solidaire et l'économie circulaire
- **Créer de la valeur autour du déchet** et contribuer à fournir un accès à des services essentiels.

Missions de l'AIVdP

- **Accompagner les membres** au principe de la responsabilité élargie du producteur (REP)
- **Sensibiliser et éduquer les scolaires et la communauté** aux écogestes et au tri des déchets
- **Collaborer avec les pouvoirs publics et les faitières patronales** pour une gestion durable des déchets à travers l'éco-organisme de la filière emballage
- **Contribuer à la création d'emplois verts et durables** par le canal de l'économie circulaire.



Une visite explicative de l'installation fut réalisée par Brou AHOUA, avant de retourner dans la salle de réunion afin de permettre aux participants d'échanger sur les enjeux de la filière de tri des déchets et leurs différentes initiatives, dans un moment de convivialité.





AGENDA



LES CELLULES THÉMATIQUES SUR LA RSE REPRENENT !

12
MARS

Gouvernance : Promouvoir un pilotage de l'entreprise transparent et éclairé

#1 - Intégration de la RSE dans la stratégie et la gouvernance de l'entreprise

26
MARS

Sociale : Construire des entreprises humaines et inclusives

#1 - Intensifier les actions en faveur de la santé/sécurité

Inscriptions jusqu'au 09/03 au lien suivant : [LIEN D'INSCRIPTION](#) 



LIVRE BLANC 2026

Les réunions concernant la rédaction du Livre Blanc 2026 se poursuivent aux dates suivantes:

FISCALITÉ

11
MARS

FINANCE

18
MARS

ÉNERGIE

19
MARS

GOUVERNANCE

19
MARS

Pour y participer, merci de contacter par mail :

joana.messan@eurochamci.com 



ÉCONOMIE CIRCULAIRE EN AFRIQUE DE L'OUEST : RÉALISER LE POTENTIEL DES PLASTIQUES

Ces dernières décennies, l'économie circulaire est devenue une priorité, et les décideurs s'efforcent de faciliter le passage de systèmes de production linéaires vers des systèmes fermés qui permettent de réutiliser les ressources, réduire la consommation d'énergie et limiter l'exploitation des ressources non renouvelables. L'analyse régionale des flux de matières plastiques révèle une croissance rapide de la consommation du plastique dans les pays WACA (West African Coastal Areas) : estimée à 7,9 millions de tonnes en 2021, elle pourrait atteindre 12 millions de tonnes d'ici 2026 si les taux de progression actuels se maintiennent. Par ailleurs, les pays WACA dépendent fortement des importations de produits en plastique provenant d'autres régions notamment l'Asie.

Le Nigéria est à la fois l'unique producteur de résines plastiques vierges de la région, le plus grand producteur de produits plastiques et le plus grand importateur de produits en plastique ou contenant du plastique de la Région. Parmi les autres pays WACA grands producteurs/transformateurs de produits plastiques, on peut citer le Ghana et la Côte d'Ivoire.

L'analyse spatiale de la production de déchets plastique révèle des niveaux de production annuelle très variables selon les pays. Elle a également permis d'identifier 71 foyers de production de déchets plastiques dans la Région, avec une concentration au Nigéria qui en compte 32 à lui seul.

L'analyse du marché du plastique estime que les trois secteurs de la construction, de l'emballage

et de la pêche représentaient 78% du total de la consommation de plastique en 2021. D'ici 2026, si la tendance actuelle se poursuit, la consommation de plastique de ces trois secteurs devrait atteindre 9,5 millions de tonnes, avec une production de déchets plastiques par habitant passant de 12,5 à 17,3 kilogrammes (kg).

La transition vers un modèle d'économie circulaire du plastique, basé sur le principe de l'évitement, de la réutilisation et du recyclage, offre un fort potentiel de réduction des déchets plastiques et des émissions de CO2 associées. Pour les trois secteurs étudiés (emballage, construction et pêche), si les 17 pays introduisent un scénario pragmatique d'économie circulaire, ils pourraient réduire la quantité de déchets plastiques émis dans l'environnement de 2,9 à 3,8 millions de tonnes d'ici à 2026 (diminution de 40% à 50%). Cela correspondra à une réduction des émissions de carbone de 30 à 60% (soit 6 à 9,1 millions de tonnes d'émissions de CO2 évitées).

Il convient d'inciter les industries de l'emballage, de la construction et de la pêche à adopter des modèles d'économies circulaires; notamment à réutiliser, à prolonger la durée de vie des matériaux plastiques et à substituer les matériaux plastiques par des matériaux plus respectueux de l'environnement.

Cette étude vise à aider les décideurs à mieux comprendre l'économie de la production de déchets plastiques marins et de leur nettoyage, en mettant l'accent sur les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest.

Téléchargez le document complet (anglais) : [World Bank Document](#)



Résumé (français) : [Économie circulaire en Afrique de l'Ouest : Réaliser le potentiel des plastiques](#)



Et pour aller plus loin : [Économie circulaire en Afrique francophone, enjeux et défis](#)

